



# EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

October 2020 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

## ÉDITORIAL

### Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Ce mois d'octobre marque un nouveau départ pour le Comité économique et social européen (CESE), dont plus de 40 % des membres sont de nouveaux arrivés.

Les nouveaux membres ont été nommés et le prochain mandat quinquennal du CESE est sur le point de débiter. L'arrivée de nouveaux membres, avec leur expertise propre et leur enthousiasme rafraîchissant, a toujours constitué une grande source d'inspiration pour le CESE.

Ce nouveau mandat politique commence à un moment où les défis auxquels l'Europe et l'Union européenne font face n'ont jamais été aussi grands. La pandémie de coronavirus continue de faire des ravages sur tout le continent, provoquant de graves crises sanitaires, sociales et économiques. En outre, l'UE se trouve dans un environnement géopolitique extrêmement difficile.

Le Comité apporte une contribution de poids à la réalisation des priorités de l'Union européenne en mettant, dans ses avis et ses activités, l'accent sur le citoyen. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons veiller à ce que la voix de la société civile soit entendue sur la scène européenne lors de l'élaboration de nouvelles politiques et initiatives. Les travaux du Comité porteront sur des domaines d'intervention essentiels qui comptent réellement pour les citoyens, notamment le renforcement de l'Union européenne de la santé, le pacte vert pour l'Europe, les droits de l'homme et l'état de droit, le nouveau pacte sur la migration, la transformation numérique et les conséquences du Brexit. Nous débattons de plusieurs propositions politiques démontrant clairement la nécessité d'une coopération étroite entre tous les niveaux de gouvernance.

Le CESE jouera pleinement son rôle en veillant à déployer des activités dans les États membres, en entretenant et en développant son réseau de relations avec les organisations nationales et européennes de la société civile, et en privilégiant l'écoute de l'expérience concrète et des aspirations réelles des citoyens et des entreprises.

Cela sera possible grâce à l'expertise déjà en place mais aussi grâce à vous! Votre engagement, votre inlassable contribution et votre travail en tant qu'ambassadeurs apportent une véritable perspective et une réelle valeur ajoutée aux activités du Comité. Main dans la main avec d'autres institutions, nous pouvons agir ensemble afin de trouver des solutions communes, dans une logique de cohésion.

J'aimerais profiter de cette occasion pour souhaiter la bienvenue à tous nos nouveaux membres venus de toute l'Europe. Je vous souhaite le meilleur pour les cinq années à venir, qui seront décisives pour l'avenir de l'Union européenne et de notre Comité.

Gianluca Brunetti

Secrétaire général du CESE

## À VOS AGENDAS

**3 et 4 novembre 2020, Bruxelles, Belgique**

[Conférence des acteurs de l'économie circulaire](#) (en ligne)

**2 et 3 décembre 2020, Bruxelles, Belgique**

Session plénière du CESE



## VENEZ NOUS RENDRE VISITE... VIRTUELLEMENT!

### **Le CESE propose des présentations en ligne en remplacement des visites sur site**

Chaque année, le service des visiteurs du CESE accueille des milliers de personnes venues de toute l'Europe et du reste du monde pour leur présenter les activités du Comité ainsi que le fonctionnement de l'Union européenne à un public très divers.

Toutefois, en raison de la pandémie de COVID-19, le CESE est temporairement fermé aux visiteurs extérieurs.

C'est la raison pour laquelle le Comité lance **les présentations en ligne du CESE**, en remplacement des visites traditionnelles.

Lors de ces rencontres virtuelles, les visiteurs auront la possibilité de mieux connaître **le fonctionnement et le rôle du CESE** dans le processus décisionnel de l'Union européenne.

Si vous souhaitez réserver un créneau pour permettre à des membres de votre organisation ou à d'autres parties prenantes concernées de participer à l'une des **présentations en ligne du CESE**, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse suivante: [visitEESC@eesc.europa.eu](mailto:visitEESC@eesc.europa.eu)

Nous espérons vous voir très prochainement. (c)

---



## UE-AFRIQUE: VERS UN PARTENARIAT PLUS ÉQUITABLE

En mars 2020, la présidente de la Commission européenne, **Ursula von der Leyen**, a présenté la nouvelle stratégie pour l'Afrique, qui vise à redéfinir les relations entre l'UE et les pays africains. En amont du très attendu sommet UE-Afrique, le CESE a franchi une étape supplémentaire en proposant un partenariat durable entre l'UE et l'Afrique fondé sur les droits de l'homme universels, les structures démocratiques, les investissements à long terme dans les infrastructures et la pleine participation de la société civile organisée. Cette nouvelle relation proposée entre l'UE et l'Afrique ne peut s'appuyer sur l'approche dépassée de la politique industrielle et de la croissance, qui est néfaste pour la planète et a des conséquences sociales très négatives. D'après le CESE, il faut veiller à une répartition équitable des richesses et à la création de modèles d'État providence.

Sur le plan pratique, le CESE souligne que le partenariat de développement de l'Union européenne doit soutenir davantage la création de systèmes d'enseignement public locaux à tous les niveaux, avec un élargissement du programme Erasmus+. L'objectif final serait d'éviter une fuite des cerveaux depuis l'Afrique vers l'UE et d'inverser la tendance migratoire.

**Luca Jahier**, le président sortant du CESE, a fait observer que l'Afrique a été l'une des principales priorités de son mandat et a souligné que le projet en cours de mise en place d'une zone de libre-échange continentale africaine créerait des synergies avec le marché intérieur de l'UE. **M. Jahier** a évoqué la question de la migration ainsi que la participation nécessaire de la société civile africaine au prochain partenariat UE-ACP et a affirmé pour conclure que «l'Afrique a conservé sa position centrale dans le programme du CESE malgré la pandémie de COVID-19». (dgf)

---



## LE CESE MET EN GARDE CONTRE LE RISQUE D'UNE GUERRE COMMERCIALE «VERTE»

Depuis la signature du protocole de Kyoto, différents États à travers le monde ont mis en place des mécanismes d'échange de droits d'émission. Le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'UE, qui est le plus étendu et le plus ancien d'entre eux, doit être remanié conformément au cadre d'action en matière de climat et d'énergie de l'Union à l'horizon 2030. Dans un avis adopté lors de sa session plénière de septembre, le CESE donne un aperçu du SEQE de l'UE et d'autres mécanismes d'échange de quotas d'émission en vigueur dans le monde et présente des approches visant à réglementer les échanges dans le cadre de cette nouvelle donne des marchés du carbone.

Dans son avis, le Comité économique et social européen réitère son soutien au pacte vert pour l'Europe, invite la Commission européenne à surveiller les marchés locaux du carbone dans le monde afin de recenser

les bonnes pratiques qui pourraient être utiles pour la révision du SEQE et examine les avantages et les inconvénients que présente la mise en œuvre d'un mécanisme d'ajustement carbone de l'Union, tant sur le plan environnemental que commercial.

Le CESE se montre en outre très préoccupé par l'asymétrie des niveaux de prix du carbone entre les différents territoires et marchés. La mise en place de différents systèmes d'échanges de droits d'émission, mais aussi la concurrence des marchés de pays tiers qui ne mènent pas de politiques climatiques ambitieuses risquent en effet de porter préjudice à des conditions de concurrence équitables entre les industries européennes et celles des pays tiers. Le CESE demande dès lors à la Commission de présenter, dans les prochains mois, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui protégerait les entreprises européennes à forte consommation d'énergie face aux importations moins chères en provenance de pays tiers dont les politiques climatiques sont moins rigoureuses, voire inexistantes. Afin d'éviter une guerre commerciale, le CESE préconise de procéder à des ajustements carbone aux frontières, dans le respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce. (dgf)

---

## NEW PUBLICATIONS

## «Dessine-moi ...» en ligne MAINTENANT!



La brochure «Dessine-moi ...» est le fruit de 43 témoignages recueillis entre avril et septembre 2020 auprès de membres du CESE dans les 27 États de l'Union européenne. Nous leur avons demandé, en empruntant l'expression «Dessine-moi ...» au *Petit Prince* d'Antoine de Saint-Exupéry, de nous raconter «l'invisible». Grâce à leurs récits, les membres nous ont emmenés en voyage dans leurs propres univers, et nous ont offert une mosaïque de paysages, d'images, de couleurs et de sons. Nous vous invitons à vous plonger dans ces histoires authentiques qui revêtent une importance particulière à la mesure de la grande intensité avec laquelle elles ont été vécues.

Merci aux membres qui ont participé à l'élaboration de ce recueil:

*Isabel Caño Aguilar, Milena Angelova, Giuseppe Guerini, Adam Rogalewski, Helena de Felipe Lehtonen, Gonçalo Lobo Xavier, Anne Demellenne, Cillian Lohan, Christa Schweng, Georges Dassis, Baiba Miltoviča, Maurizio Reale, Lucie Studničná, Carlos Trias Pintó, Martina Širhalová, Judith Vorbach, Lidija Pavić-Rogošić, Arnold Puech d'Alissac, José María Zufiaur Narvaiza, Yves Somville, Evangelia Kekeleki, Tellervo Kylä-Harakka-Ruonala, Sofia Björnsson, Irini Pari, Tatjana Babrauskienė, Reet Teder, Peter Schmidt, Kinga Joó, Philip von Brockdorff, Michalis Antoniou, Gunta Anča, Cristian Pîrvulescu, Claudine Otto, Giulia Barbucci, Laure Batut, Bente Sorgenfrey, Karolina Dreszer-Smalec, Dilyana Slavova, Renate Heinisch, Janusz Pietkiewicz, Jože Smole, Martin Siecker et Arnaud Schwartz.*

## NOUVELLES DU CESE



## Coup d'envoi pour le mandat du CESE avec plus de 40 % de nouveaux membres

Alors qu'en ce mois d'octobre s'ouvre sa mandature 2020-2025, on observe que 137 des 329 membres du Comité économique et social européen (CESE) sont des nouveaux venus.

Les membres qui arrivent au CESE commenceront leur mandat sous l'effet des contraintes découlant de la COVID-19, la distanciation physique et les réunions hybrides restant la règle à Bruxelles, dans un contexte général où les taux d'infection augmentent partout en Europe.

Les 329 membres du CESE sont renouvelés tous les cinq ans. Cette année, **plus de 40 % d'entre eux seront de nouveaux membres** qui apporteront dans leur action, aux côtés de leurs collègues reconduits, toute la fraîcheur de leurs approches, de leurs idées et de leur énergie.

Pour ce nouveau mandat, les femmes représenteront 33 % de l'assemblée contre 27,30 % pour le précédent et 24,70 % pour la période 2010-2015. Les États membres qui sont le plus massivement représentés par des femmes sont l'Estonie (85,71 %), la République tchèque et la Croatie (66,67 %). À l'autre extrémité de l'échelle, on trouve le Portugal et Chypre qui ne comptent aucune femme dans leur représentation. La Suède affiche quant à elle un parfait équilibre entre hommes et femmes.

La cadette du Comité est âgée de 27 ans, tandis que son doyen, qui présidera la session plénière lors de laquelle sera désignée sa nouvelle direction, est âgé de 76 ans.

Les membres sont nommés pour une période de cinq ans par le Conseil, sur proposition des États membres. La liste complète des membres pour ce nouveau mandat, qui s'exercera de 2020 à 2025, sera bientôt disponible sur le site internet du CESE.

Il est prévu que les 329 membres – nouveaux ou reconduits – se réunissent pour la première fois à Bruxelles, le 27 octobre prochain. **Le 28 octobre**, ils éliront **un nouveau président et deux vice-présidents**, chargés respectivement de la communication et du budget, pour un mandat limité à deux ans et demi.

La fonction de président est assumée à tour de rôle par les trois groupes représentés dans l'institution (à savoir les groupes des employeurs, des travailleurs et «Diversité Europe»). Les deux derniers présidents provenaient du groupe des travailleurs et du groupe «Diversité Europe».

Chaque membre rejoindra l'un des trois groupes, qui élira également son propre président de groupe, pour un mandat renouvelable de deux ans et demi.

Le rôle principal du CESE est de conseiller les législateurs de l'Union européenne (la Commission, le Parlement européen et le Conseil) sur les projets de législation et de politiques grâce aux travaux de [ses six sections et de sa commission consultative](#) qui couvrent un large éventail de domaines politiques, tels que les questions sociales, économiques, agricoles, environnementales et de transport. (dm)



## Le CESE conclut son mandat par un bilan de sa contribution au projet européen

Le 17 septembre dernier, le Comité économique et social européen (CESE) a tenu sa cérémonie de fin de mandat à l'occasion de sa dernière session plénière avant le début de la prochaine mandature, au mois d'octobre. **M. Luca Jahier**, président du CESE depuis avril 2018, a exprimé sa gratitude à l'ensemble des membres du Comité, et souligné l'importance de la contribution qu'apportent au projet européen les organisations de la société civile qui y sont représentées.

Dans son dernier discours en tant que président, **M. Jahier** a évoqué les principales priorités de son mandat, à savoir le développement durable, le renforcement des relations entre l'UE et l'Afrique, l'élargissement de l'UE et la culture comme élément fédérateur de l'Europe. Il a également souligné la contribution que le CESE a apportée ces dernières années pour relever les défis auxquels l'UE est confrontée, par exemple en étant

la première institution européenne à proposer une Union européenne de la santé. Il a exprimé l'espoir que le CESE puisse participer activement à la conférence sur l'avenir de l'Europe proposée par la Commission européenne et le Parlement européen.

**M<sup>me</sup> Ursula von der Leyen**, présidente de la Commission européenne, a adressé un message vidéo dans lequel elle a salué l'«excellent travail» accompli par le CESE au cours des cinq dernières années et sa contribution importante à la procédure législative de l'UE. **M. David Sassoli**, président du Parlement européen, a lui aussi envoyé un message vidéo pour exprimer sa volonté de travailler plus étroitement avec le CESE afin d'établir un dialogue structuré avec la société civile organisée. **M<sup>me</sup> Klára Dobrev**, vice-présidente du Parlement européen, a pris la parole lors de la session plénière du CESE pour souligner que «rien ne peut changer dans le monde si nous n'avons pas le soutien des citoyens; le rôle du CESE est d'entrer en contact avec la société civile organisée, avec les vrais citoyens, issus d'horizons divers et ayant chacun des besoins différents». (dgf)

---



## La COVID-19 est une bombe à retardement pour le secteur européen du tourisme

**La pandémie de coronavirus fait des ravages dans le secteur du tourisme européen. La moitié des entreprises pourraient avoir disparu dans six mois, à moins que l'UE n'intervienne rapidement, affirme le Comité économique et social européen dans un nouvel avis.**

Dans cet [avis](#) rédigé par Panagiotis Gkofas et adopté en septembre, le CESE fait valoir que l'UE doit intervenir pour maintenir les entreprises touristiques à flot et préserver les emplois de leurs travailleurs dans le contexte de la crise de la COVID-19. Il n'y a pas de temps à perdre: six mois de plus, et la moitié de ces entreprises pourraient avoir mis la clé sous la porte.

Pour étayer ses propos, le CESE a réalisé au cours de l'été une [enquête en ligne](#) à laquelle ont participé 175 organisations représentant des milliers d'entreprises touristiques, qui emploient des centaines de milliers de travailleurs dans l'ensemble de l'Union.

Leurs réponses au questionnaire du CESE ont permis de dresser un tableau des conséquences désastreuses qui se profilent.

Ainsi, 88,2 % des personnes interrogées ont déclaré que la crise de la COVID-19 les avait touchées «très négativement», 80,6 % d'entre elles ont estimé que les effets de la crise les frapperaient encore plus durement à long terme, et 45 % des répondants ont affirmé que leur entreprise ne survivra pas en 2021.

L'avis a été élaboré en réponse à la communication de la Commission européenne sur le thème [Tourisme et transport en 2020 et au-delà](#).

Le secteur européen du tourisme pourrait perdre environ un milliard d'euros de recettes par mois et 6,4 millions d'emplois en 2020 à cause de la pandémie de COVID-19.

Pour lui donner un coup de fouet, l'UE doit avant tout agir pour **restaurer la confiance des citoyens dans la sécurité des voyages**, affirme le CESE.

Dans l'attente d'un vaccin, le Comité est favorable à un **passeport européen de santé**, assorti d'un formulaire commun de localisation des passagers et de codes QR, en complément d'une plateforme multilingue d'assistance sanitaire.

Les citoyens pourraient utiliser le code QR pour accéder aux informations et aux services de santé dans le pays où ils séjournent et disposer d'un accès en urgence aux systèmes de santé et de sécurité sociale.

Une autre priorité absolue est de mettre des **liquidités** à la disposition des entreprises touristiques et de leurs travailleurs dès que possible, l'absence de trésorerie menaçant leur survie même.

De l'avis du CESE, le programme SURE visant à atténuer les risques de chômage devrait apporter une aide aux travailleurs du secteur du tourisme qui ont perdu leur emploi, ainsi qu'une compensation salariale aux PME, au moins jusqu'au 30 juin 2021.

Le Comité estime également que l'UE devrait mettre en place un mécanisme de **suivi de la mise en œuvre des mesures de soutien**, étant donné que de nombreux participants à l'enquête ont déploré qu'aucune aide financière n'ait été accordée aux entreprises après que l'UE eut annoncé qu'elle débloquait des fonds. (dm)



## [Le CESE donne son avis sur la nécessité d'un instrument européen pour les salaires minimums](#)

**Le Comité économique et social européen (CESE)** a adopté un avis sur «[Des salaires minimums décents dans toute l'Europe](#)» dans lequel il apporte sa contribution à l'actuel débat mené à l'échelle européenne sur le sujet.

Cet avis exploratoire a été demandé par le Parlement européen après que la Commission a annoncé qu'elle envisageait de proposer un instrument juridique pour garantir que chaque travailleur de l'Union européenne ait droit à un salaire minimum lui permettant de bénéficier d'un niveau de vie décent.

Dans cet avis, le CESE explique que des salaires minimums équitables, assortis de politiques d'inclusion active qui soient axées sur les personnes et intégrées, pourraient contribuer à réduire la précarité des travailleurs

pauvres.

Cependant, il souligne que toute initiative européenne de ce type doit être conçue sur la base d'une analyse précise de la situation dans chaque État membre et respecter pleinement le rôle et l'autonomie des partenaires sociaux, ainsi que les différents modèles de relations professionnelles.

Quant à la voie à suivre, les trois groupes composant le CESE, qui représentent les employeurs, les syndicats et les organisations de la société civile de l'UE, ont exposé des points de vue divergents.

S'exprimant au nom du groupe des employeurs du CESE, le rapporteur **Stefano Mallia** a déclaré: «Le groupe des employeurs estime que l'UE n'est pas compétente en matière de rémunérations, et en particulier en matière de niveaux de rémunération, et que la fixation de salaires minimums relève de la compétence des États, conformément aux spécificités de chaque système national. Toute action malavisée de la part de l'Union européenne doit être évitée, en particulier à ce moment précis. Lorsque les partenaires sociaux ont besoin de soutien, nous devons nous attacher à répondre à des besoins spécifiques en encourageant les échanges de bonnes pratiques et le renforcement des capacités, et ne pas tomber dans le piège de l'adoption d'une approche unique qui pourrait avoir des conséquences négatives importantes.»

**Oliver Röpké**, rapporteur représentant le groupe des travailleurs, a indiqué: «Veiller à ce que les travailleurs de toute l'Union européenne bénéficient de salaires minimums décents doit constituer un élément essentiel de la stratégie de relance de l'Union. Pour le groupe des travailleurs, il est incontestable que tous les travailleurs devraient être protégés par des salaires minimums équitables leur permettant de bénéficier d'un niveau de vie décent quel que soit l'endroit où ils travaillent. La négociation collective reste le moyen le plus efficace de garantir des salaires équitables et doit également être renforcée et promue dans tous les États membres. Par conséquent, nous nous félicitons que la Commission reconnaisse l'existence d'un espace d'intervention de l'Union européenne pour promouvoir le rôle de la négociation collective dans la fixation de salaires minimums qui soient adéquats et aient un champ d'application étendu.» (II)



### Après leurs grèves pour le climat, l'heure est venue d'offrir aux jeunes une place autour de la table

L'urgence climatique à laquelle le monde est confronté aujourd'hui a mobilisé des millions de jeunes à travers le monde, beaucoup d'entre eux étant profondément affectés par la menace qu'elle représente pour leur avenir. Ce sont également les jeunes qui à maintes reprises ont libéré leur énergie, leur créativité et leur motivation pour contester les modèles non durables qui prévalent actuellement et pour inciter les décideurs à adopter des politiques ambitieuses. Il subsiste néanmoins un écart important entre l'écoute accordée aux jeunes et la réponse concrète à leurs revendications.

Dans cet avis, le CESE cherche à combler cet écart, en considérant que la participation structurée et formelle des jeunes est essentielle à tous les stades des processus décisionnels de l'Union européenne.

«L'Europe et le monde doivent faire montre d'ambition, prendre le leadership et agir. Nos systèmes fonctionnent à crédit, le moment est venu de commencer à investir dans l'avenir», a souligné **Cillian Lohan**, le rapporteur de l'avis.

Dans ce contexte, le CESE propose la mise en place de **tables rondes de la jeunesse pour le climat et la durabilité**, qu'il organiserait en collaboration avec la Commission et le Parlement européen, et suggère également d'inclure un(e) délégué(e) de la jeunesse dans la délégation officielle de l'UE aux réunions de la conférence des parties (COP) à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Il s'agit d'une occasion unique de corriger les inégalités systémiques et d'effectuer une transition vers un avenir meilleur. (mr)



## Journée mondiale de l'alimentation: le CESE estime que l'Union européenne doit traduire sa stratégie «De la ferme à la table» en actions constructives et opportunes

Depuis des années, le CESE est à l'avant-garde pour prôner une politique alimentaire globale au sein de l'Union, dans le but d'assurer une alimentation saine à partir de systèmes alimentaires durables, politique qui établirait un lien entre l'agriculture d'une part et la nutrition et les services écosystémiques d'autre part, et qui veillerait à ce que les chaînes d'approvisionnement préservent la santé publique dans l'ensemble de la société européenne.

Le Comité estime que la stratégie «De la ferme à la table», telle que proposée, ne répond pas suffisamment à ces objectifs.

Pour réaliser la stratégie en question, le budget de la politique agricole commune (PAC) constitue un instrument essentiel car il représente quelque 40 % de l'ensemble des dépenses de l'Union européenne. Il devrait dès lors être revu à la hausse conformément à ces mêmes objectifs.

La stratégie omet d'aborder la question de la gestion durable des terres et de l'accès aux terres, ce qui correspond à l'un des principaux obstacles au renouvellement de la population agricole. Dans le même temps, la fonction d'aide au revenu des paiements de la PAC est vitale et le restera dans les années à venir, même si des mesures sont prises pour faire en sorte que les prix des denrées alimentaires reflètent les coûts réels de production.

La contrainte à entrer en concurrence avec des produits importés qui ne respectent pas les objectifs de durabilité représente une autre préoccupation importante pour les agriculteurs de l'Union européenne. Le CESE invite donc cette dernière à garantir des normes réellement réciproques dans les accords commerciaux préférentiels.

Pour devenir complètement durables, l'Europe et le monde ont encore de grands progrès à faire. L'Europe dispose des instruments et du savoir-faire nécessaires pour y parvenir. Prouvons que nous disposons également de la volonté et de l'engagement politiques nécessaires, et montrons la voie à d'autres.(mr)

---



## [Une clarification du statut du travailleur peut aider à garantir un travail équitable dans le contexte de l'économie des plateformes](#)

**Le Comité économique et social européen** a instamment demandé à l'Union européenne et aux États membres de produire une clarification des conditions d'emploi dans l'économie des plateformes, sachant que l'absence de définitions normalisées du statut tant du «travailleur» que de l'«employeur» peut rendre plus épineuse l'application de la législation du travail et le respect de nombreux droits en matière de protection des travailleurs.

Les principaux concepts à préciser sont ceux qui définissent les plateformes comme des «intermédiaires entre l'offre et la demande» plutôt que comme des «employeurs». Il en résulte que les travailleurs sont considérés comme des «travailleurs indépendants» plutôt que comme des «salariés», ce qui les prive souvent de la protection juridique et sociale, y compris en matière de santé, de sécurité au travail ou de protection de l'emploi, dont l'importance est apparue plus évidente que jamais dans la pandémie actuelle.

Le CESE a proposé que l'Union européenne et les États membres adoptent pour critère de référence les concepts de «dépendance économique» et de «subordination» afin d'établir si un travailleur doit être considéré comme un «salarié» ou comme un «travailleur indépendant». Il est également suggéré à l'Union et aux États membres d'étudier avec soin la possibilité d'appliquer le principe selon lequel, jusqu'à preuve du contraire, tout travailleur est considéré comme un salarié. Toutefois, les travailleurs véritablement indépendants devraient pouvoir conserver ce statut lorsque tel est leur choix.

Dressant l'inventaire des apports de l'économie des plateformes sur les plans de la flexibilité et de l'autonomie professionnelles, des compléments de revenu pour les travailleurs ou encore de l'accès plus aisé à l'emploi pour certaines personnes vulnérables, le CESE tire néanmoins la sonnette d'alarme vis-à-vis de risques qu'il y aurait lieu de ne pas sous-estimer.

Outre le fait que les travailleurs risquent de se voir privés de leurs droits fondamentaux, y compris de leur droit à s'organiser ou à mener des négociations collectives, des menaces pèsent aussi sur l'ensemble de la société, du fait d'une concurrence exacerbée par la dévalorisation des normes sociales. Cela a également des conséquences néfastes tant pour les employeurs, qui sont soumis à une pression concurrentielle intenable, que pour les États membres, qui se retrouvent privés de certaines recettes fiscales et cotisations de sécurité sociale.

Le CESE a présenté ses arguments dans un avis intitulé [«Des emplois équitables dans l'économie des plateformes»](#), qu'il a élaboré à la demande de la présidence allemande de l'Union et adopté lors de sa session plénière de septembre dernier. Le rapporteur de l'avis, désigné parmi les membres du Comité, était **M. Carlos Manuel Trindade** (Portugal). (II)



## La biodiversité est la pièce manquante dans le puzzle complexe des stratégies de l'Union européenne

Depuis 1992, l'Union s'est efforcée de mettre en œuvre des stratégies en matière de biodiversité, sans toutefois engranger de résultats significatifs. Cela s'explique principalement par une mise en œuvre défailante du cadre juridique au niveau national et par le financement insuffisant des mesures nécessaires.

Le CESE salue l'engagement renouvelé de la Commission et les efforts déployés pour mettre au point une stratégie en faveur de la biodiversité fixant des objectifs à l'horizon 2030, qui constitue l'une des voies vers la réalisation du Pacte vert pour l'Europe.

Selon le rapporteur **Antonello Pezzini** et le corapporteur **Lutz Ribbe**, la stratégie en faveur de la biodiversité est la voie à suivre pour placer la biodiversité européenne au cœur de la reprise après-COVID-19, pour le bien des personnes, du climat et de la planète, et ramener ainsi la nature dans nos vies.

L'Union européenne doit redoubler d'efforts pour protéger les ressources naturelles qui nous restent par des campagnes de sensibilisation et de communication. Le CESE estime également qu'il est nécessaire d'augmenter la taille des zones protégées et, en particulier, des zones strictement protégées, afin de restaurer les habitats et de lutter contre le déclin des espèces.

Le CESE rappelle par ailleurs que la protection de la biodiversité ne doit pas être supportée économiquement par les agriculteurs et les propriétaires forestiers. La fourniture de ces «valeurs et biens publics» devrait plutôt constituer pour eux une source de revenus potentielle intéressante.

Dans la perspective de la prochaine réunion consacrée à la convention sur la diversité biologique, qui se tiendra en Chine en 2021, il faut faire bien davantage pour préserver la biodiversité mondiale. L'heure est venue pour l'Europe d'assumer son rôle de chef de file et de convaincre les autres parties que les stratégies adoptées méritent d'être suivies. (mr)

---



## Le CESE plaide pour un plan d'action de l'UE garantissant que les chaînes mondiales d'approvisionnement soient équitables et durables

La crise actuelle de la COVID-19 a révélé la fragilité des chaînes mondiales d'approvisionnement. Elle a également mis en évidence la vulnérabilité des travailleurs, ainsi que les conséquences néfastes qui découlent, sur le plan social comme sur celui de la santé et de la sécurité, de la manière dont l'économie fonctionne dans les chaînes d'approvisionnement d'aujourd'hui. En ce moment crucial pour des actions et décisions politiques concrètes, la présidence allemande de l'Union européenne et le Parlement européen ont demandé au CESE de formuler ses recommandations. Dans deux avis adoptés lors de sa session plénière de septembre, le Comité invite la Commission européenne à élaborer un plan d'action européen et à introduire un devoir de diligence à caractère contraignant dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans un avis exploratoire, le CESE plaide en faveur d'un «plan d'action européen sur les droits de l'homme, le travail décent et la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales», qui privilégie une législation européenne contraignante et intersectorielle sur le devoir de diligence en matière de droits de l'homme et sur l'entrepreneuriat responsable. Une définition large en la matière devrait embrasser les droits de l'homme, y compris les droits des travailleurs et les droits syndicaux, et s'appuyer sur une panoplie d'instruments internationaux.

Parallèlement à ses travaux sur le plan d'action, le CESE a formulé ses conseils au Parlement européen concernant une initiative juridique européenne qui instaure dans les pratiques commerciales une obligation de diligence en matière de droits de l'homme et d'incidences environnementales. Annoncée par le commissaire européen Didier Reynders en avril 2020 et attendue pour 2021, cette initiative aura pour effet que, s'agissant des conséquences négatives de leurs activités sur les droits de l'homme et des travailleurs et sur l'environnement, les entreprises exerçant leurs activités dans l'Union européenne seront juridiquement tenues de les inventorier, de les prévenir, de les atténuer et d'en assumer la responsabilité. (dgf)

---



## [Le CESE plaide pour la transformation numérique du secteur des matières premières de l'UE](#)

Il est crucial pour l'économie européenne de garantir un accès durable aux matières premières, y compris aux métaux, minéraux industriels et matières premières de construction, et notamment les matières premières critiques (CRM), dans la mesure où 30 millions d'emplois au moins dépendent de la disponibilité de celles-ci. L'actuelle pandémie mondiale de COVID-19 met en lumière l'importance de la transformation numérique.

Lors de sa session plénière de septembre, à un moment crucial pour la mise en œuvre du pacte vert et du plan de relance pour l'Europe, le CESE a adopté un avis d'initiative intitulé «**L'exploitation minière numérique en Europe: de nouvelles solutions pour la production durable de matières premières**».

Dans son avis, le CESE plaide en faveur de la transformation numérique du secteur des matières premières de l'Union européenne, qu'il considère comme une occasion unique de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement industrielles européennes, d'améliorer les performances environnementales du secteur minier ainsi que d'accroître la transparence et le dialogue avec les citoyens et les communautés concernés par les activités minières.

Selon **Marian Krzaklewski**, le rapporteur de l'avis, «*la transformation numérique du secteur minier requiert une action ambitieuse pour mettre en œuvre les changements juridiques et réglementaires requis, et celle-ci devrait être menée dans le cadre d'organisations supranationales et du droit international*».

Le CESE souligne qu'il importe de disposer d'un réseau global et étendu d'informations sur les minerais afin de soutenir la transformation numérique et la prise de décisions éclairées au niveau de l'Union européenne. Il se félicite en outre de l'action du Centre commun de recherche (JRC), qui met en place et assure la maintenance d'un système d'information européen sur les matières premières.

Le CESE considère que l'UE et les États membres doivent soutenir activement la transformation numérique du secteur minier européen. Il s'agit d'une étape cruciale si l'on veut accroître la résilience de l'industrie européenne et de la chaîne de valeur des matières premières. Les exploitations minières qui utilisent des technologies numériques, y compris l'automatisation intégrée, le réseau cognitif et les analyses en temps réel, sont plus efficaces, plus propres et plus sûres. Il est plus facile de réduire l'empreinte écologique et de rendre l'environnement plus sûr dans des «mines intelligentes», ce qui est essentiel pour obtenir «l'autorisation sociale» d'exercer ses activités en Europe. (ks)

---



## Aviation – Le CESE exhorte la Commission à adopter un plan complet de relance

Le CESE demande à la Commission européenne d'élaborer une feuille de route globale pour la relance de l'ensemble du secteur européen de l'aviation, en prévoyant des ressources spécifiques pour soutenir tous les sous-secteurs et leur main-d'œuvre. Dans l'avis élaboré par **Thomas Kropp** et adopté lors de la session plénière de septembre, le Comité fait valoir qu'une réponse doit être apportée sous la forme d'une politique ambitieuse et coordonnée, qui distingue clairement une phase de relance initiale à court terme et la nécessité de pérenniser la compétitivité internationale du secteur et des conditions de concurrence équitables à moyen et long termes.

S'exprimant en marge de la session plénière, **M. Kropp** a fait le commentaire suivant: *«Bien que le secteur de l'aviation ait déjà été confronté à des crises par le passé, celle-ci est sans précédent. Selon les estimations actualisées, ce secteur ne bénéficiera pas d'une reprise complète avant 2024. Les institutions européennes et les autres instances internationales doivent encore coordonner des mesures réglementaires pour établir des normes internationales. L'aviation, ce ne sont pas seulement les compagnies aériennes, ce sont aussi d'autres acteurs importants tels que les aéroports, les prestataires de services de navigation aérienne et d'assistance en escale, ainsi que d'autres fournisseurs de services, qui doivent tous être pris en compte dans la recherche de solutions.»*

De manière générale, la Commission doit rechercher un juste équilibre entre les mesures de relance et les besoins de financement qui découlent du pacte vert pour l'Europe, et éviter d'imposer des charges réglementaires supplémentaires, en particulier pendant la phase de relance, compte tenu de l'extrême fragilité de l'ensemble du secteur sur le plan financier.

---

## La transition énergétique requiert une vision claire pour l'avenir

La transition énergétique requiert une vision politique claire, car il ne s'agit pas seulement d'un enjeu technologique, mais aussi d'un défi social majeur. Dans l'avis élaboré par **Lutz Ribbe** et **Thomas Kattnig** et adopté par le Comité lors de sa session plénière de septembre, le CESE souligne que le futur système énergétique devra comporter à la fois des éléments centralisés et décentralisés, mais que son organisation ne saurait être laissée au hasard.

Au cours du débat, **M. Ribbe**, a précisé: «Nous avons besoin d'une vision claire afin de déterminer s'il convient d'accorder la priorité à la décentralisation ou à la centralisation. Après tout, la transition énergétique de l'Europe requiert avant tout une sécurité des investissements tant pour le secteur public que

pour le secteur privé, qui ne pourra être garantie que si des décisions fondamentales et claires sont prises.»

En écho à ces propos, **M. Kattnig** a ajouté: «Le CESE réclame avec insistance que l'on garantisse la participation des travailleurs, des syndicats et des consommateurs à cette transition énergétique, comme l'ont promis les décideurs politiques. Toutefois, sur ce point également, la Commission et les États membres laissent davantage de questions en suspens qu'ils ne donnent de réponses. Qui plus est, les initiatives qui ont été lancées en matière d'énergie feront obstacle à une large participation des citoyens au lieu de l'encourager.»

Les systèmes centralisés et décentralisés présentent à la fois des avantages et des inconvénients. Dans un système centralisé, la création de valeur est généralement concentrée sur un petit nombre d'acteurs. Cependant, dans un système décentralisé, les consommateurs en leur qualité de clients actifs, les communautés énergétiques citoyennes, les agriculteurs, les PME et les entreprises locales peuvent eux aussi apporter leur contribution. (mp)

---

## [La future gouvernance économique de l'UE doit marquer un «tournant» et non un «retour à la normale»](#)

Le réexamen de la gouvernance économique 2020 réalisé par la Commission européenne arrive à point nommé et devrait ouvrir la voie à une réforme globale marquant un «tournant» vers un cadre révisé et rééquilibré plutôt qu'un «retour à la normale». Dans un avis élaboré par **Judith Vorbach** et **Tommaso Di Fazio** adopté lors de sa session plénière de septembre, le CESE souligne la nécessité d'adopter une nouvelle politique économique au niveau de l'UE, axée sur la prospérité en vue de promouvoir le bien-être des personnes et sur une série d'objectifs politiques essentiels tels que la croissance durable et inclusive, le plein emploi et le travail décent, la répartition équitable des ressources matérielles, la santé publique et la qualité de vie, la durabilité environnementale, la stabilité des marchés financiers, celle des prix, l'équilibre dans les relations économiques extérieures, une économie sociale de marché compétitive et la stabilité des finances publiques.

Demandant instamment à la Commission et aux États membres de reprendre leur réflexion sur les règles actuelles de l'UE à la suite de la pandémie de COVID-19, **M<sup>me</sup> Vorbach** a déclaré: «Nous devons d'urgence réviser et moderniser le cadre de gouvernance économique. Il devrait être plus équilibré et centré sur la prospérité, en promouvant le bien-être des citoyens en Europe. Personne ne doit être laissé de côté. L'un des moyens pour y parvenir est d'appliquer la «règle d'or» aux investissements publics afin de préserver la productivité et le socle social et écologique nécessaires au bien-être des générations futures. Il importe également de garantir des recettes publiques suffisantes et une politique fiscale équitable, ainsi que d'atténuer l'influence d'indicateurs contestables d'un point de vue économique sur l'élaboration des politiques. Une participation plus étroite du Parlement européen, des partenaires sociaux et de la société civile dans son ensemble sera également essentielle.»

En écho à ces propos, **M. Di Fazio** a ajouté: «La crise de la COVID-19 constitue un choc énorme, qui exige de mobiliser à plein les capacités financières. Il est indispensable d'œuvrer dans une même optique pour circonscrire les conséquences économiques et sociales de cette pandémie et pour répartir équitablement, entre les États membres comme au sein de chacun d'eux, le poids des dommages qui en résultent.

D'importantes mesures à court terme ont déjà été mises en place, telles que l'activation de la clause dérogatoire générale du cadre budgétaire. Toutefois, au lieu d'opter trop rapidement pour un «retour à la normale», nous devons faire un bond en avant et marquer un «tournant» vers une vision économique révisée, qui permettra de renforcer les investissements dans la formation, la recherche et le développement, et les activités productives stratégiques.» (mp)



## Agenda territorial de l'UE – Les nouvelles politiques doivent tenir compte des conséquences de la crise du coronavirus

Les nouvelles moutures du programme urbain et de l'agenda territorial de l'UE doivent chercher à remédier aux conséquences de la crise causée par la COVID-19, et la politique de cohésion pourrait constituer l'instrument approprié pour assurer la relance économique de l'Europe. Dans deux avis adoptés lors de la session plénière de septembre, le CESE dresse le bilan des politiques territoriales de l'UE et trace une voie à suivre.

Dans le premier avis, **Petr Zahradník** et **Roman Haken** s'intéressent à la révision de la charte de Leipzig sur la ville européenne durable et approuvent les appels lancés dans le nouvel agenda territorial 2030, en faveur d'une Europe juste et écologique et d'un renforcement de la dimension territoriale dans l'ensemble des politiques et à tous les niveaux de gouvernance.

Au niveau local, les mots clés pour l'avenir doivent être l'intégration, la durabilité et la résilience des villes et des régions. S'exprimant lors de la session plénière, **Petr Zahradník** a déclaré: «Le potentiel de mise en œuvre de projets intégrés en matière de développement urbain et territorial est considérable, tout comme les avantages que procure cette approche lorsqu'il s'agit d'en mutualiser les effets, de réduire les coûts et d'établir des liens fonctionnels».

**Roman Haken** s'est fait l'écho de ces propos: «Compte tenu des effets du changement climatique, l'utilisation des ressources et la nécessité de réduire les risques pour l'environnement, la durabilité et la résilience des villes et des régions ne peuvent être traitées isolément. Dès lors, il convient de coordonner le plus étroitement possible le programme urbain avec la politique de cohésion territoriale.»

La cohésion joue donc un rôle fondamental; elle est également au cœur d'un avis élaboré par **Gonçalo Lobo Xavier**, dans lequel le CESE affirme qu'elle pourrait constituer l'instrument idéal pour relever les nombreux défis posés par la pandémie de coronavirus et invite la Commission à passer à l'action. «Une réaction rapide s'impose de toute urgence; les moyens financiers permettant d'aider et de soutenir les États membres doivent être déployés dans le respect des critères pertinents, mais aussi avec courage», a affirmé **M. Lobo Xavier**. «Plus que jamais, l'Europe doit adopter une approche différenciée pour relever un défi unique.» (mp)

---

# NOUVELLES DES GROUPES



## Des réponses de haut niveau à la lettre du groupe des employeurs sur le budget de relance de l'UE

### Par le groupe des employeurs du CESE

Le groupe des employeurs du CESE, qui a plaidé pour un accord rapide sur un budget de relance ambitieux, a reçu des réponses du plus haut niveau politique. En juin 2020, il avait envoyé une lettre à ce sujet **aux membres du Conseil européen ainsi qu'à son président, Charles Michel, à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et au président du Parlement européen, David Sassoli.**

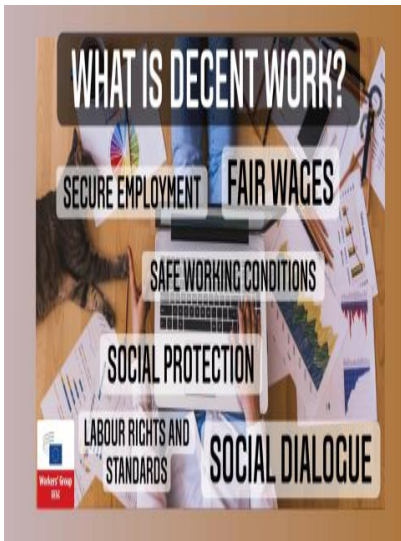
L'un des principaux messages du groupe des employeurs était que des entreprises résilientes qui réussissent sont la clé de la relance de l'économie de l'UE dans son ensemble. Il est par conséquent crucial, à l'heure où nous préparons l'après-crise, de mettre fortement l'accent sur la conjoncture économique. Frédéric Bernard, chef de cabinet de

M. Michel, a souligné dans sa réponse du 3 juillet que le futur cadre financier pluriannuel (CFP) constituera un instrument essentiel pour soutenir une relance durable et favoriser un «marché unique modernisé et pleinement opérationnel».

Dans le même ordre d'idées, M. Sassoli a indiqué, dans sa réponse du 17 juillet au groupe des employeurs, que «nous avons besoin de mesures économiques extraordinaires, inédites, et d'une unité européenne qui soit réelle et inconditionnelle». Il s'est réjoui de la communauté de vues avec le groupe des employeurs quant à la nécessité d'une réponse unie de la part de l'UE. Un CFP ambitieux est indispensable pour aider les citoyens et les entreprises européennes à se remettre de la crise.

M<sup>me</sup> von der Leyen a quant à elle remercié vivement le groupe pour sa lettre et son exposé de position intitulé **Les entreprises sont essentielles pour sortir l'Union européenne de la crise du coronavirus**. Les deux documents ont été transmis à Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission européenne chargé des relations institutionnelles et de la prospective. Au nom du président Macron, son directeur de cabinet, Patrick Strzoda, a confirmé l'importance de relancer rapidement l'économie. La lettre a également été transmise à Bruno Le Maire, ministre français de l'économie, des finances et de la relance, ainsi qu'à Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

---



## Journée mondiale pour le travail décent

### **Par le groupe des travailleurs du CESE**

Cette année, la célébration de la Journée mondiale pour le travail décent du 7 octobre s'est avérée plus importante que jamais. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les points faibles de nos sociétés, en particulier en ce qui concerne le travail décent, la rémunération et les revenus. Là encore, certaines personnes, qui figuraient déjà parmi les plus vulnérables, ont été touchées de manière disproportionnée: les jeunes occupant des emplois précaires, les femmes surreprésentées dans les secteurs les plus touchés ou demeurant à la maison pour suivre à domicile la scolarité des enfants ou prendre soin de membres de leur famille, les travailleurs indépendants et les travailleurs des plateformes, les travailleurs mal rémunérés, les migrants et les travailleurs non

déclarés.

À l'occasion de la journée mondiale du travail décent, le groupe des travailleurs s'est joint à des organisations syndicales à l'échelle internationale (SCI) et européenne (CES) afin d'appeler à un nouveau contrat social pour la relance et la résilience, dans l'espoir de contrer les effets de la crise de la COVID-19 de manière durable et en répondant enfin aux besoins des personnes. Un véritable renouveau du projet européen requiert un investissement social solide pour compléter les politiques économiques, en mettant l'accent sur la préservation et la création d'emplois de qualité élevée et des salaires justes, et en mettant fin aux emplois précaires.

La Commission doit d'urgence poursuivre la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, en particulier en menant à bien des initiatives en matière de salaires minimum, de revenu minimal, de transparence des rémunérations et de renforcement des règlements relatifs à la santé et à la sécurité sur le lieu de travail. À cet égard, la négociation collective et les intérêts des travailleurs précaires et vulnérables doivent être garantis. Il est également essentiel de garantir l'équité dans le secteur des plateformes, qui génère d'énormes bénéfices pour les entreprises tandis que les travailleurs de ce secteur se trouvent dans une situation extrêmement précaire pour ce qui est de leurs droits du travail, de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

---



## À l'avenir, quelles priorités pour les politiques de l'Union européenne?

### **Le groupe «Diversité Europe» du CESE**

Par Simo Tiainen, membre du groupe «Diversité Europe», représentant de la Fédération centrale des producteurs agricoles et propriétaires forestiers (MTK) de Finlande.

Les priorités des politiques de l'Union européenne doivent rester un meilleur équilibre économique, social et régional en Europe, ainsi que la compétitivité des industries et des entreprises européennes, y compris celles relevant du secteur agricole. Notre compétitivité devrait reposer sur une production durable, l'emploi et la croissance économique. Seule une Europe économiquement forte peut assumer des rôles de direction et

de responsabilité. Jamais dans les négociations commerciales, les principes de la production alimentaire européenne – durabilité, normes élevées et sécurité alimentaire – ne doivent être compromis.

L'agriculture revêt une importance capitale pour faire face aux défis stratégiques, économiques, environnementaux et sociaux de demain. Les Européens veulent continuer de pouvoir manger des aliments durables et sûrs. C'est pourquoi, il faut que la politique agricole commune (PAC) apporte des garanties sur un certain nombre de questions essentielles: l'approvisionnement en denrées alimentaires saines et sûres, la protection de l'environnement et du paysage, le bien-être animal, les mesures relatives à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, les moyens de subsistance des agriculteurs et la viabilité des zones rurales. L'Union européenne doit défendre le modèle agricole européen fondé sur les principes de souveraineté alimentaire et de durabilité. Il y aurait lieu de simplifier la PAC, de réduire la bureaucratie et d'accroître la subsidiarité.

Enfin, les politiques européennes devraient s'employer à rendre plus durable la gestion des forêts. Il faut que l'Union européenne se dote d'une stratégie forestière forte qui s'empare de la problématique de la durabilité, dans toutes ses dimensions. Une telle approche permettrait de cultiver une plus grande quantité de bois et d'autres produits en Europe, et de contribuer de manière significative tant au développement d'une nouvelle bioéconomie, qu'à la neutralité carbone ou encore à l'emploi ou la croissance. Il convient de souligner que la gestion durable des forêts, les puits de carbone nécessaires et la nécessité de préserver la biodiversité sont pleinement compatibles.

---

## SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



## L'exposition «Habitat» de Tom Hegen au CESE

### **Les liens entre l'humanité et la nature vus à travers l'objectif de la photographie aérienne**

Le CESE accueille une **exposition de photographies intitulée «Habitat»**, qui présente les travaux de **Tom Hegen**, photographe et graphiste originaire de Munich, lauréat de très nombreux prix.

L'œuvre de Tom Hegen est centrée sur des projets de photographie aérienne, qui révèlent l'impact de l'activité humaine sur la Terre et mettent souvent en lumière la relation entre l'être humain et la nature. Le projet «Habitat» nous invite à découvrir notre planète sous un nouvel angle, à saisir toute la mesure de l'effet de notre activité et, au bout du compte, à prendre nos responsabilités. L'exposition se compose d'une

série de 31 photographies montrant des paysages transformés par l'activité humaine.

Cette exposition est visible au siège du CESE du 26 octobre au 30 novembre 2020, dans le cadre de la présidence allemande du Conseil de l'UE. (ck)

## Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)  
Daniela Marangoni (dm)

## Contributeurs à la présente édition

Daniela Marangoni (dm)  
David Gippini Fournier (dgf)  
Jasmin Kloetzing (jk)  
Katharina Radler (kr)  
Katerina Serifi (ks)  
Laura Lui (ll)  
Marco Pezzani (mp)  
Margarida Reis (mr)  
Margarita Gavanias (mg)

## Coordination

Agata Berdys (ab)  
Katerina Serifi (ks)

## Adresse

Comité économique et social européen  
Jacques Delors Building,  
99 Rue Belliard,

B-1040 Brussels, Belgium

Tél. +32 25469476

Adresse électronique: [eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

10/2020